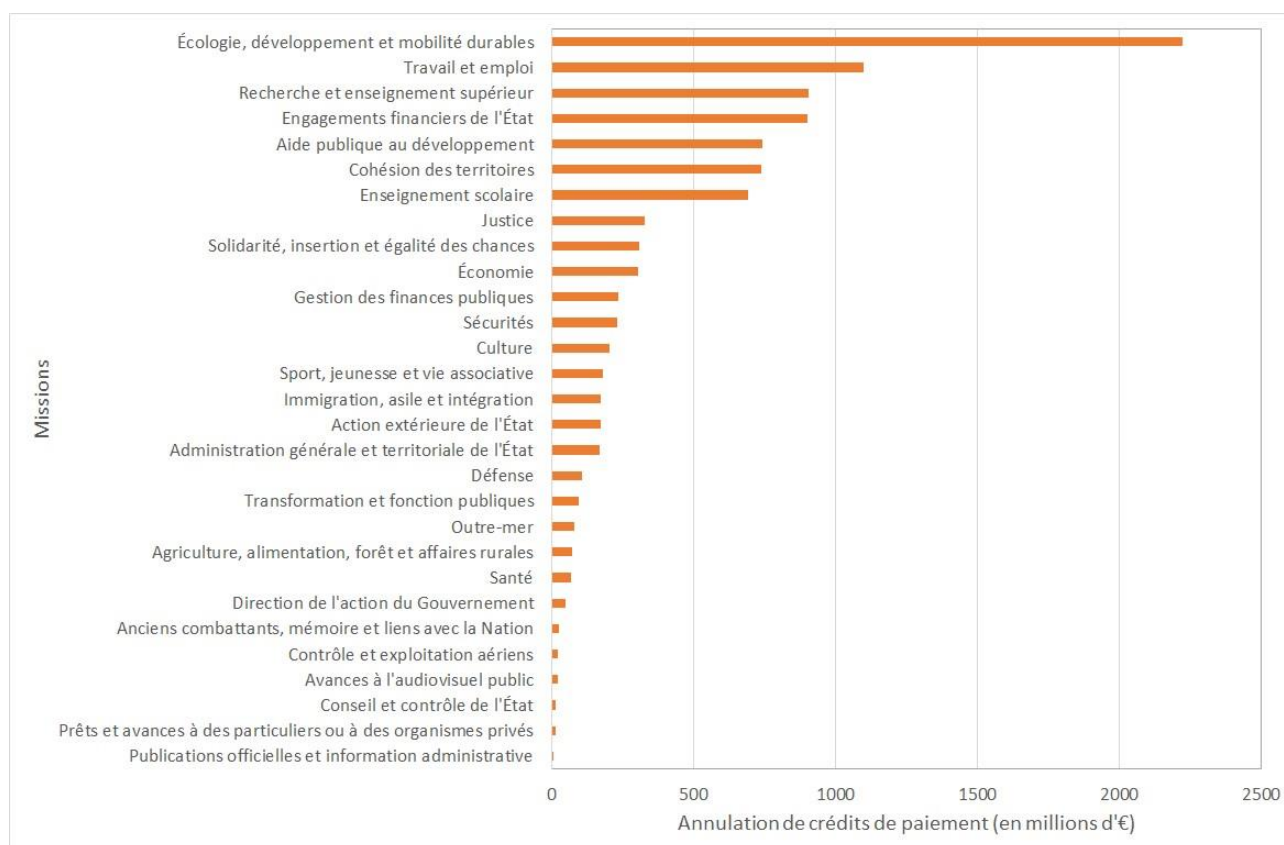


Du sang et des larmes !

Bruno Le Maire a annoncé dix milliards de coupes dans le budget de l'Etat, touchant en premier les services publics. Comme prétexte à cette réduction budgétaire, le gouvernement indique que la perspective de croissance sur laquelle était fondée le budget 2024 était irréaliste. On aurait pu penser que devant une moindre prévision de rentrées budgétaires, il allait trouver l'argent en imposant les plus riches, ou en réduisant les aides publiques massives et non conditionnées versées aux entreprises, comme par exemple les 7 milliards du crédit impôt recherche. Non, il a préféré s'en prendre encore une fois aux services publics.

Ce nouveau serrage de vis vient s'ajouter à la coupe de 16 milliards d'euros déjà effectuée dans le budget 2024 initial, qui s'est notamment traduite par la forte hausse des tarifs de l'électricité avec la suppression du bouclier énergétique.

Dans un fonctionnement démocratique du pays, une modification de cette ampleur du budget ferait l'objet d'un projet de loi de finances rectificatif, et d'un débat à l'Assemblée. Mais le gouvernement a préféré passer par voie de décret, décret qui détaille la ventilation des coupes poste par poste.



Avec plus de 2 milliards d'annulation de crédit, c'est le budget "écologie, développement et mobilité durables" qui est le plus touché, confirmant l'orientation productiviste du gouvernement au détriment de la santé et des impératifs environnementaux. On se rappelle qu'Emmanuel Macron avait pourtant annoncé que son second mandat "serait écologique ou ne serait pas" ! Décidément les promesses n'engagent que ceux qui y croient !

La mission "travail et emploi" perd 1.1 milliard, affaiblissant notamment les missions de contrôle, en parfaite adéquation avec la volonté de mettre fin aux normes afin de donner toujours plus de liberté au capital pour exploiter le travail. **La mission "enseignement scolaire" perd un peu moins de 700 millions, majoritairement par une baisse de masse salariale qui**

dégradera encore plus les conditions de travail des enseignants et d'éducation des enfants. **L'aide à l'accès au logement baisse de 300 millions alors que les besoins sont criants** et que 330 000 personnes sont sans domicile dans notre pays. Et pour l'aide publique au développement c'est 900 millions en moins, dans un monde de plus en plus déstabilisé par la pauvreté et les guerres.

La mission "recherche et enseignement supérieur" subit une annulation de crédits de plus de 900 millions d'euros. A l'intérieur de cette mission, le programme 172, "recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires" subit une baisse de 383 millions d'euros, qui correspond à une réduction de 4,68 % des crédits alloués au budget 2024.

Dans le budget de l'INRAE, la subvention de l'Etat (SCSP) représente 75 % des ressources, en provenance à 97 % de ce programme 172.

Si la réduction de 4,68 % des crédits du programme 172 devait s'appliquer à la subvention de l'INRAE, cela se traduirait pour l'Institut par une baisse de moyens de près de 40 millions d'euros. Ce serait une somme colossale ! Rappelons que l'augmentation de la subvention de l'Etat entre 2023 et 2024 était de seulement 9,1 millions, près de 4 fois moins.

A l'heure où est écrit ce message, les conséquences exactes pour l'INRAE ne nous sont pas encore connues, mais tout laisse à penser que le choc sera violent. **Encore une fois ce gouvernement, par ses choix, n'a que du sang et des larmes à nous offrir.**

Il faut en finir avec cette fuite en avant austéraitre qui vise encore et toujours les services publics, alors que dans le même temps Emmanuel Macron décide d'augmenter de 3.5 milliards les fonds alloués à la guerre en Ukraine, et que le budget dédié à la loi de programmation militaire (413 milliards sur 2024-2030 !) n'est, lui, absolument pas réduit.

**La CGT-INRAE appelle en conséquence
à agir partout dans l'unité la plus large possible.
La journée d'action des personnels de la Fonction Publique
le 19 mars constitue pour cela une première échéance majeure.**

Ensemble, soyons plus forts, rejoignez la CGT !



Bulletin d'adhésion à retourner
à la CGT-INRAE

Porte de Saint-Cyr, RD 10,
78210 Saint-Cyr l'École
ou cgt@inrae.fr



Centre INRAE :

Qualité (M. ou Mme) : NOM :

Prénom : Date de naissance : .../.../.....

Corps : Grade :

E-mail :